

Commentaires de géopoliticiens naïfs

Olivier Paillet et Georges Nicolas

Volume 37, numéro 101, 1993

Géopolitique du territoire québécois

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022351ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022351ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Paillet, O. & Nicolas, G. (1993). Commentaires de géopoliticiens naïfs. *Cahiers de géographie du Québec*, 37(101), 379–380. <https://doi.org/10.7202/022351ar>

Commentaires de géopoliticiens naïfs

Olivier Paillet et Georges Nicolas

Faculté des Sciences Sociales et Politiques

Université de Lausanne, Suisse

Dans son compte rendu sur *Le monde vu par le président Saddam Hussein et l'imam Ruhollah Khomeyni. Géopolitique des idéologies adverses*, publié dans le numéro 99 des *Cahiers de géographie du Québec* de décembre 1992, Marc Lavergne demande que la géographie, si elle veut «concourir à l'élaboration d'un savoir conjugué avec les autres sciences humaines et sociales», étudie «l'évolution des sociétés en relation avec les contraintes et les ressources du milieu naturel et humain» (p. 533). En conséquence de quoi il reproche aux auteurs de l'étude comparée des idéologies baasiste et islamiste de manquer à la fois «l'essence (sic) de la géographie» et «les ressorts de l'action politique». Pour illustrer son premier jugement, il écrit que «la succession monotone (sic) des mappemondes, qui ne présentent que des contours de frontières, est propre (sic) à rendre compte des facteurs naturels et humains qui influent les positions politiques et les choix stratégiques» (p. 532). S'il en était ainsi, les auteurs de l'étude auraient rempli les conditions posées par Marc Lavergne. À moins que ce dernier n'ait pensé «impropre» et écrit «propre». Auquel cas on peut se demander si Marc Lavergne contrôle ce qu'il dit.

Pour ce qui est du deuxième jugement, l'impossibilité de rendre tous «les ressorts de l'action politique», Marc Lavergne est en contradiction avec l'accueil fait par la presse et les mass-media à cette recherche sur ces discours géopolitiques des idéologies baasiste et islamiste. Les journalistes qui ont essayé d'utiliser cette publication y ont renoncé, parce qu'elle contient deux notions trop subtiles (sic) pour être expliquées au grand public.

Tout d'abord, l'autodésignation des deux pays: le plus grand ami de l'Iraq est... l'Iraq, puisque le peuple iraquien est le peuple élu de l'histoire (discours du président Saddam Hussein, 10 mars 1991) et le meilleur ami de l'Iran est... l'Iran, car le peuple iranien est «le lieu de naissance de la plus populaire des dernières révolutions contemporaines fondées sur la religion de Dieu» (discours du président Ali Khamenei, 22 septembre 1987).

Ensuite parce que aussi bien l'Iraq baasiste que l'Iran islamiste considèrent certains pays comme étant à la fois des amis (objectifs) et des ennemis (idéologiques).

Mais il est probable que la duplicité n'est pas la même pour Marc Lavergne que pour certains journalistes.

À ce propos, il faut souligner deux «oublis» de Marc Lavergne. Tout d'abord, il a omis l'avertissement des auteurs à la page 2:

«Il va sans dire que les structures géographiques trouvées sont celles des discours et non pas celles des pratiques. En politique, les intérêts ne se définissent pas seulement ou uniquement en fonction des idéologies professées. De plus, les structures (mentales, idéologiques) ne déterminent pas seules les conduites gouvernementales. Elles en sont donc des composantes importantes. La connaissance de la structure géographique du discours idéologique est cependant un élément indispensable à la compréhension d'une politique étrangère».

Marc Lavergne a également passé à perte (sans profit) la conclusion de la page 81: «Du point de vue de la géopolitique des idéologies baasiste et islamiste adverses de 1988 à 1989, il se profile à moyen terme, au début de 1991, une généralisation des conflits à l'échelle du Moyen-Orient avec le risque d'une nouvelle guerre».

Ceci étant, la compréhension de la situation régionale implique la prise en considération d'autres conceptions géopolitiques présentes au Moyen-Orient: Israël, Égypte, Syrie, États-Unis, Union soviétique, puissances européennes, Japon et Chine.

Enfin, la solution globale et définitive prônée par l'Iraq et l'Iran est confrontée à la solution partielle et progressive des Occidentaux (États-Unis et Grande-Bretagne). La position de la France et de l'Union soviétique, favorables à une stratégie arabo-islamique (et non pas baasiste-islamiste!), marque leur originalité diplomatique, même si, dans le cas de la France, elle ne s'accompagne pas d'une autonomie militaire comme dans le cas de l'Union soviétique.

Marc Lavergne peut juger que cette manière de poser nettement les limites de l'analyse des discours baasistes et islamistes n'apporte rien de nouveau à la compréhension du conflit Iraq-Iran. Ceci étant, il est regrettable qu'il taise du même coup le principal résultat de la recherche: en plein conflit, l'ennemi idéologique principal n'était pas le pays adverse combattu les armes à la main, mais... Israël! Tout se passait comme si *la guerre Iraq-Iran était un préalable à la vraie guerre future à mener après avoir abattu l'ennemi secondaire sur le chemin de l'ennemi principal.*

Ce résultat ne montre-t-il pas l'efficacité de la démarche qui permet de dissocier les justifications idéologiques de la réalité des intérêts en jeu? Ou bien faut-il admettre une fois pour toutes que les relations internationales sont le domaine réservé d'une élite à laquelle appartient Marc Lavergne et que l'efficacité des convictions inculquées aux hommes qui se font tuer est négligeable dans le déroulement des conflits?

Que Marc Lavergne nous permette de préférer analyser et révéler «naïvement» le contenu réel des idées et des articles de foi de tous les responsables politiques contemporains, pour que le plus grand nombre d'intéressés puisse en prendre conscience. Ce qui ne nous empêchera pas d'ailleurs de confronter, avec la même méthode, les résultats des analyses des discours idéologiques aux «réalités géopolitiques» naturelles et humaines qui lui sont chères.

(Acceptation définitive en juillet 1993)